

Michel VERGÉ-FRANCESCHI, Jean-Pierre POUSSON (dir.),
Ruptures de la fin du XVIII^e siècle. Les villes dans
un contexte général de révoltes et révolutions ;
Marc BELISSA, Bernard COTTRET (dir.),
Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et
Amériques 1773-1802

Guy Lemarchand



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10262>

DOI : 10.4000/ahrf.10262

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006

Pagination : 222-226

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « Michel VERGÉ-FRANCESCHI, Jean-Pierre POUSSON (dir.), Ruptures de la fin du XVIII^e siècle. Les villes dans un contexte général de révoltes et révolutions ; Marc BELISSA, Bernard COTTRET (dir.), Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques 1773-1802 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 17 novembre 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10262> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10262>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Michel VERGÉ-FRANCESCHI, Jean-Pierre
POUSSON (dir.), *Ruptures de la fin du
XVIII^e siècle. Les villes dans un
contexte général de révoltes et
révolutions* ; Marc BELISSA, Bernard
COTTRET (dir.), *Cosmopolitismes,
patriotismes. Europe et Amériques
1773-1802*

Guy Lemarchand

RÉFÉRENCE

Michel Vergé-Franceschi, Jean-Pierre Pousson (dir.), *Ruptures de la fin du XVIII^e siècle. Les villes dans un contexte général de révoltes et révolutions*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2005, 230 p., ISBN 2-84050-387-5, 18 €.

Marc Belissa, Bernard Cottret (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques 1773-1802*, Rennes, Les Perséides, 2005, 216 p., ISBN 2-915596-10-7, 16 €.

- 1 Avec ces deux livres collectifs réunissant pour le premier onze collaborateurs et encore onze pour le second, le nombre des ouvrages directement consacrés à l'étude de la question du programme d'agrégation d'histoire 2005-2006 « Révoltes et révolutions en Europe (Russie comprise) et aux Amériques de 1773 à 1802 » est porté à douze, puisqu'ils s'ajoutent aux dix précédents dont il a été déjà parlé dans les colonnes des *AHRF* (avril-juin 2005). Comme dans ces derniers, la majorité des développements est

consacrée à la France et quelques pays voisins (îles britanniques, Italie). La péninsule ibérique et l'Allemagne demeurent absents. Il en va de même – alors que ces contrées plus lointaines prennent une place croissante dans les préoccupations des chancelleries européennes à la fin du XVIII^e siècle – des Balkans ottomans. Toutefois le volume dirigé par M. Vergé-Franceschi et J. P. Pousson (Vergé-Franceschi) comporte un article sur la Pologne et un autre sur la Russie. Quant aux Amériques, elles apparaissent pour les treize colonies anglaises dans une communication du premier livre, dans deux du second pour l'Amérique espagnole, mais le Brésil, le Canada et les marges agitées des empires ne sont toujours l'objet d'aucun chapitre. Comme plusieurs intervenants ont déjà écrit dans les publications précédentes, ce sont quinze historiens nouveaux qui s'ajoutent aux cinquante-six ayant déjà produit antérieurement sur la question. Il s'agit donc bien d'un événement historiographique au sens d'histoire de l'histoire, dont il ne faut pas exagérer la portée, mais réel.

- 2 Ces deux livres se sont cette fois donné un thème conducteur net. Pour *Ruptures de la fin du XVIII^e siècle...*, ce sont les villes, surtout les grandes de l'époque, dans l'originalité de leur comportement par rapport à la masse des campagnes ; y a-t-il une spécificité urbaine ? Pour *Cosmopolitismes...* (Belissa), c'est la réflexion critique sur l'opposition classique faite par les historiens du milieu du XX^e siècle entre le cosmopolitisme, qui serait plutôt, à la fin du siècle des Lumières, l'apanage des élites, et le patriotisme qu'on trouverait davantage dans les couches populaires, ainsi que l'étude des influences idéologiques d'un pays à l'autre. En même temps, le souci de faire une histoire comparée internationale est affirmé et mis en œuvre dans le premier volume et il apparaît dans le second à travers deux articles sur la « révolution atlantique ».
- 3 Quelques thèmes généraux se dégagent de la lecture de ces ouvrages, qui recourent évidemment en partie les enseignements des précédents, mais avec des données nouvelles. C'est d'abord une réflexion générale sur l'ancrage du phénomène rébellionnaire dans les sociétés. Pour J.Y. Guiomar (Belissa) la révolte est quasi-inhérente à la vie sociale même ; elle est locale, ponctuelle et ne se hisse pas au niveau politique. Dans le même sens, J. Nicolas (Vergé-Franceschi) remarque qu'elle est permanente en France depuis au moins le XV^e siècle et que, contrairement à ce qu'avaient cru R. Mousnier et ses élèves dans les années 1960, elle ne tend pas à disparaître après 1661, écrasée par le contrôle de la monarchie absolutiste. Au contraire, même si elle change de forme, le XVIII^e siècle est loin d'être tranquille et à partir de 1760-70 le nombre des émeutes augmente jusqu'à 1789. La révolution est peu fréquente mais de toute autre ampleur : la révolte des treize colonies américaines selon Guiomar devient révolution en 1776 en dépassant le particularisme des États pour créer un État central et en adoptant un langage d'universalité. Au contraire, la révolte de Saint Domingue peine à fédérer les divers soulèvements et n'acquiert sa puissance qu'avec l'aide de la Révolution française et la proclamation de l'abolition de l'esclavage en 1794 par la Convention. Fréquemment, la révolte est en partie motivée par la religion, ou se colore de religiosité dans son déroulement. Tel est le cas du soulèvement de Pougatchev parti suivant W. Berelowitch (Vergé-Franceschi) des Cosaques du Iaïk dont l'une des sources du mécontentement est la pression qu'exerce l'Église russe orthodoxe sur leurs pratiques religieuses inspirées par la déviance du Raskol du XVII^e siècle. Dans les Pays-Bas autrichiens, le clergé fortement implanté depuis le règne espagnol a fortement excité à la révolte contre Joseph II et ses réformes pour le contrôle de l'appareil ecclésiastique (M. Cottret dans Belissa). À Naples, pour M.

Traversier (Vergé-Franceschi), le mouvement populaire contre le gouvernement des patriotes de la République Parthénopéenne n'a pas que des raisons religieuses, et dans le domaine de la foi les autorités nouvelles ont fait preuve de prudence, mais le comportement anti-clérical de soldats et officiers français a alimenté l'hostilité contre l'armée des « athées impies » et leurs amis.

- 4 La spécificité de la Révolution française est d'être beaucoup plus rapidement et beaucoup plus fortement unitaire et de poser dès le printemps 1789, et même avant, la question de l'État et de la constitution. Elle va aussi plus loin parce qu'elle repose, comme le montre le cas des villes étudiées, sur une politisation relativement intense des couches bourgeoises et populaires. À Rouen, grande cité industrielle (80 000 habitants en 1789) qui avait connu dans l'Ancien Régime émeutes de subsistances violentes et grèves ouvrières excitées par le prix du pain et le chômage, on passe dès l'été 1789 à des troubles qui, le 4 août, s'en prennent à toutes les autorités et ensuite, selon C. Le Bozec (Vergé-Franceschi), la tension reste forte avec des émeutes en novembre 1792, mai 1793, août 1793 et encore avril 1795, en même temps que les Jacobins sont puissants. À Toulon (25 000 habitants dont 8 à 10 000 ouvriers de l'arsenal), M. Vergé-Franceschi (Vergé-Franceschi) montre qu'alors qu'en mars et juillet 1789 les foules se mobilisent essentiellement pour le blé, dès l'été une affaire de cocarde tricolore commence à creuser un fossé entre les volontaires et les officiers, et en décembre, tandis que se sont créés deux clubs politiques différents, le licenciement de deux ouvriers pour port de cocarde déclenche l'hostilité d'une partie de la population contre le commandant de la Marine, le comte de Rions, homme des Lumières mais fidèle du roi. À Brest (30 000 habitants), c'est la mutinerie de deux équipages (juillet 1790) et le non-paiement des salaires à l'arsenal qui excitent la colère contre des officiers qui vont de plus en plus passer à l'émigration. À Nantes (80 000 habitants), en dépit d'une inégalité sociale marquée par l'opulence du négoce maritime (S. Blond dans Vergé-Franceschi), en mars 1793 la menace du soulèvement vendéen suscite une réaction d'unanimité patriotique qui contribue à briser l'encerclement de la ville par l'armée catholique et royale le 29 juin, échec à la suite duquel les rebelles à la recherche d'un port vont entreprendre la désastreuse Virée de Galerne ; mais l'unité révolutionnaire vole en éclat à l'arrivée de la nouvelle de l'éviction des Girondins par la Convention et, dès le 5 juillet, les autorités bourgeoises de la ville, du district et du département rallient le fédéralisme contre Paris. Comme le note J.P. Poussou (Vergé-Franceschi), les villes, de Boston à Varsovie en passant par Bruxelles ou Paris, sont par excellence les lieux de propagation des idées subversives et elles sont plus agitées que les campagnes, sans que pour autant toutes soient nécessairement favorables aux révolutions.
- 5 Mais la ville est également le lieu où les luttes sociales – qui existent aussi à la campagne – sont particulièrement vives et spectaculaires, ce qui pousse à la politisation et engendre des haines réciproques marquées, d'autant que même la bourgeoisie urbaine révolutionnaire modérée de 1789-91 n'est pas spécialement généreuse et bienveillante sur le plan social. À Rouen, dès la révolution municipale en juillet 1789, s'est organisé un corps de volontaires qui contribue à l'arrestation de manifestants, et en août on fait appel aux soldats du lieutenant du gouverneur ; et la sanction judiciaire est rapide et brutale avec huit pendus, cassant le front du tiers-état. À Lyon (120 000 habitants) tenue par les marchands-fabricants de la soierie, c'est la répression des manifestations populaires en 1789 et au début de 1790 (B. Benoit dans Vergé-Franceschi) ordonnée par le premier échevin lui-même négociant, avec l'aide des

« Muscadins », jeunes gens de bonnes familles, qui tend la situation. Ensuite le modérantisme de la municipalité permet à Chalier d'être maire du 9 mars au 29 mai 1793 et d'instituer une armée révolutionnaire, de taxer les riches et de multiplier les arrestations, ce qui précipite les élites et une partie des humbles dans les bras de la contre-révolution en créant une armée confiée à un royaliste le 8 juillet, après une action armée contre Chalier faisant 40 morts. À Bordeaux (M. Figeac dans Vergé-Franceschi), autre grande ville à négoce opulent, l'épisode fédéraliste qui tient la cité pendant quatre mois et qui échoue totalement faute de soutien dans la population, est payé par une lourde répression jacobine d'octobre 1793 à juillet 1794 dirigée par les représentants en mission. Avec l'aide d'une « armée révolutionnaire » et de gardes sans-culottes utilisées pour patrouiller, perquisitionner et procéder aux arrestations, 5 000 suspects sont incarcérés, 459 prévenus et 85 exécutés. En outre, dans les ports militaires, les conflits sociaux ont été excités par la querelle politique à l'intérieur des équipages qui provoque des mutineries ; dès le début 1792, la moitié au moins des officiers d'épée de la Marine ont émigré (Vergé-Franceschi), ce qui entretient la méfiance des marins. La peur sociale et la violence se justifiant par celle du parti opposé se retrouvent dans la révolution avortée de Pologne (M. K. Schaub dans Vergé-Franceschi), de la fin de 1792 au moment de la Confédération des magnats de Targowice liée à la Russie et du deuxième partage au début de 1793, puis surtout d'avril à juin 1794, lors du soulèvement de Kosciuzko, la répression s'abat contre les alliés des copartageants, à Varsovie, Cracovie et Wilno, des gibets sont érigés dans la capitale et ont lieu des exécutions publiques. Enfin, l'armée de Catherine II massacre elle-même 8 000 soldats polonais et 12 000 habitants en octobre en reprenant la République.

- 6 La Révolution française a exercé une influence plus étendue et plus profonde que la révolution américaine. Comme le note R. Morieux (Belissa), beaucoup de radicaux britanniques demeurent attachés à la France après la déclaration de guerre de février 1793 ; pour l'Irlande une partie des historiens tend à attribuer à la seule responsabilité de la Révolution française et à l'insuffisance de ses tentatives de débarquement, l'échec du soulèvement contre l'Angleterre ; par conséquent les Irlandais-Unis auraient trop espéré dans l'aide du Directoire. À Varsovie et Cracovie en 1792-94, on est en attente des nouvelles de Paris (M. K. Schaub) ; les patriotes ont cru un moment dans une intervention armée de la France et on chante la Marseillaise dans les rues. En Italie, avant le *triennio* (1796-99) et particulièrement dans le Royaume de Naples (M. Traversier dans Vergé-Franceschi), en dépit de l'établissement de la censure en 1789 et du resserrement des contrôles policiers au lendemain du jugement de Louis XVI par la Convention et de la découverte d'un complot en 1794-95, la presse étrangère continue à entrer et circuler clandestinement sur le territoire. Aux États-Unis se créent de 1793 à 1800 une cinquantaine de clubs « jacobins » dans la tradition des *Sons of liberty* des années 1765 et, suivant B. Van Ruymbeke (Belissa), à Charleston, en Caroline du Sud, la *Democratic Republican Society* fondée le 13 juillet 1793 soutient les Républicains contre les Fédéralistes ; mais dès 1795, le mouvement commence à s'épuiser à cause de l'inquiétude sociale suscitée par la *Whisky rebellion* et des nécessités d'un commerce fructueux avec la Grande-Bretagne. En Amérique espagnole, l'influence de la Révolution française auprès des créoles se conjugue avec celle de la révolution américaine et s'exerce pour G. Lommé (Belissa) après 1791. En Nouvelle-Grenade, la révolte des *Comuneros de Socorro* en 1781 n'est encore qu'une réaction relativement habituelle de défense de l'autonomisme local de fait en face des réformes autoritaristes et fiscales de Charles III. C'est à l'époque de la Révolution française qu'apparaissent

dans des écrits politiques les mots « patrie » et « nation » et que s'exprime une idée encore floue d'indépendance des colonies, ce qui, comme partout en Europe même, ne manque pas de déclencher, en particulier dans la presse, une réaction loyaliste et traditionaliste. Et dans les moyens de diffusion des idées subversives, si les périodiques, les gravures et les clubs sont importants, il faut faire également une place aux livres-phares. Tel est le cas pour le déclenchement de la révolution américaine selon B. Vincent (Vergé-Franceschi) du *Sens commun* de Th. Paine, qui sortit des presses cinq mois avant la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776. Rédigée en style simple et direct, l'œuvre fixe les griefs des colons contre l'ancienne « mère-patrie » et donne les raisons de l'établissement d'une future indépendance. En moins de trois mois, plus de 120 000 exemplaires ont été tirés et d'après les ventes en Amérique sur trois ans le livre eut 500 000 lecteurs, la quasi totalité des adultes sachant lire, ce qui est sans précédent hors de la Bible. Parus quinze ans après, en réplique aux *Réflexions sur la Révolution française* de Burke, les *Droits de l'homme* (1791) ont encore eu un beau succès, mais n'ont pas joué le même rôle car il y avait eu 1789 en France.

- 7 Précisément, la Révolution française a eu d'autant plus d'écho qu'elle a lié dans les proclamations universalisme et nationalité. Décrite par J.P. Gross (Belissa), inspirée par Rousseau, la conception de la patrie de Saint-Just dans les *Institutions républicaines* illustre cette ambivalence et montre certains dangers en même temps. Il rejette la communauté du sol au profit d'une communauté de sentiment fondée sur l'affection réciproque, et en Alsace, province « fanatisée » et de langue germanique, ce sont la bienfaisance publique et l'école gratuite en français qu'il cherche à diffuser, moyens d'intégrer la région à un ensemble plus vaste. Mais le risque est dans un tel cadre également de réduire la fraternité entre les peuples. Les Irlandais-Unis ont essayé après 1791 d'unir presbytériens et catholiques, classes moyennes des villes et paysans, mais ils ont buté devant les clivages anciens et le soulèvement de 1798 est loin d'entraîner la majorité de la population (R. Morieux). Si la Révolution française a consolidé le sentiment national en Europe, elle ne l'a pas créé de toute pièce, car il a commencé d'exister avant. La révolution américaine le montre déjà : A. Duprat (Belissa) décèle dans plusieurs gravures successives parues aux États-Unis représentant l'Amérique, l'apparition de signes d'identité particulière qui deviennent plus nets après 1775. En Angleterre, avec la guerre de sept ans, s'affirme l'idée impériale et l'attachement à la suprématie du Parlement sur toutes les terres où les sujets britanniques sont installés : Pitt l'ancien, d'après E. Dziembowski (Belissa), alors qu'il a fait l'éloge de l'esprit de liberté des colons américains, condamne la *tea-party* et en février 1775 il demande encore au gouvernement de lord North de consentir à des concessions importantes, mais exige du Congrès continental la reconnaissance de la totale souveraineté du Parlement de Londres, ce qui est inacceptable pour les Américains. Et le sentiment patriotique qu'exaltent les Français et les radicaux anglais peut être retourné contre les amis de la Révolution de France : R. Morieux attribue l'absence de révolution en Grande-Bretagne, malgré la grande tension qui y règne, au fait que le second Pitt et les élites loyalistes ont su récupérer contre leurs adversaires le thème du patriotisme par un gros effort de propagande confondant droits de l'homme et tradition britannique (constitution anglo-saxonne et défense de l'ordre des propriétaires) et en exploitant la menace de débarquement français pour alimenter une xénophobie francophobe en y associant les « traîtres » alliés des « buveurs de sang » de Paris.
- 8 En France même, avec la prolongation de la guerre contre la première coalition puis la formation de la deuxième coalition, le sentiment national dérive vers le nationalisme.

Rapidement, à partir de 1794 et plus encore sous le Directoire et le Consulat, s'est développée dans les cercles dirigeants l'idée, suivant M. Belissa, que les peuples occupés sont incapables de se révolutionner eux-mêmes, ce qui semble autoriser autoritarisme et razzia fiscale à leur égard. Bonaparte, dès 1797, traite les États italiens comme des monnaies d'échanges internationaux sans souci des souhaits des patriotes locaux. Cependant, les Républiques-sœurs sont autre chose que la copie servile de l'exemple français et le résultat de l'occupation militaire par les généraux de la Convention et du Directoire. L'exemple italien montre qu'il y a avant l'arrivée des Français un mouvement minoritaire, mais actif, de patriotes qui adaptent les grands thèmes sociaux et idéologiques de la Révolution de Paris à la situation particulière de leur pays. Arrivés au pouvoir, ils admettent la suprématie de la France, mais entendent conserver autonomie et initiative pour l'administration intérieure.

- 9 C'est pourquoi l'idée émise dans les années 1950 de « révolution atlantique » qui balayerait l'Europe occidentale et l'Amérique de 1760 à 1830 surévalue, comme l'écrit M. Cottret, les influences et convergences entre révoltes et révolutions. S'il y a bien dans la seconde moitié du XVIII^e siècle une culture philosophique commune entre les cercles cultivés de Paris, Londres, Bruxelles, Madrid ou Florence, d'une part, et Boston et Philadelphie, d'autre part, pour autant, remarque B. Cottret (Belissa), les idées générales ont besoin d'être reçues dans un milieu favorable pour être opératoires ; pourquoi produisent-elles tel effet ici et tel autre ou pas d'effet du tout ailleurs ? Les deux communications sur la révolution atlantique posent finalement deux questions de portée générale. D'abord, au-delà de l'intensification des communications intellectuelles internationales à la fin du XVIII^e siècle, les contextes nationaux et régionaux, et derrière eux le poids des structures sociales en place et de leurs contradictions, ne demeurent-ils pas déterminants ? Cela paraît évident pour les grandes révoltes ne débouchant pas à court terme sur une révolution. Ainsi la révolte de Pougatchev dans ses origines (W. Berelowitch) est liée à l'histoire particulière de l'expansion de l'empire russe vers le Caucase et l'apparition d'un problème récurrent Cosaque, population guerrière qui veut garder son indépendance dès la révolte de Bolotnikov (1606). Dans son extension dans l'espace, le soulèvement affecte aussi la structure de la seigneurie du second servage typique de l'Europe orientale. Quant à la révolte de Tupac-Amaru (1781), elle est marquée (A.M. Brenot dans Belissa) à la fois par le passé, le souvenir de la culture et de l'empire des Incas qu'on voudrait faire revivre, par le présent aussi avec la protestation contre le travail forcé des Indiens et les ventes obligatoires de marchandises, enfin par une vision d'avenir avec l'appel aux métis et aux créoles contre l'autorité des administrateurs espagnols. Le propre des révolutions est d'intégrer de tels éléments strictement localisés dans des ensembles politiques et idéologiques plus vastes et à long terme. Mais encore faut-il qu'il y ait des groupes sociaux, des classes sociales en formation, suffisamment nombreux et éduquées pour se saisir des idées nouvelles, les adapter à la situation du pays et à leurs intérêts matériels, et résister aux oppositions qu'elles ne manqueront pas de provoquer chez ceux dont les biens et revenus risquent de pâtir du changement et dont la mentalité est attachée au passé. Précisément, la révolution polonaise échoue rapidement entre 1791 et 1794, non seulement à cause du rapport de force international défavorable (poids de la Russie et de la Prusse), mais également parce que, comme le note M. K. Schaub sans y insister assez, la bourgeoisie est très peu développée (pour 8,8 millions d'habitants en 1791, quatre villes seulement atteignent et dépassent 20 000 habitants et encore sont-elles en

partie de peuplement rural) et que la masse paysanne, analphabète et dépendante, fait face à des magnats puissants et un clergé particulièrement traditionaliste et bien établi.

- 10 Une seconde question est posée par l'hypothèse de la révolution atlantique : si les idées ne sont pas efficaces par elles-mêmes, n'est-ce pas l'entrée sur la scène politique des classes populaires, c'est-à-dire le plus grand nombre, qui entraîne les réformes systémiques qui caractérisent le fait révolutionnaire ? Rappelé par J. Nicolas, l'enchaînement des faits de l'année 1789 en France est frappant à cet égard : des émeutes frumentaires multiples de la fin de l'hiver à l'été, l'affaire Réveillon à Paris à propos des salaires (sans parler, ajouterai-je, de grèves dans plusieurs villes), puis l'attaque anti-fiscale des barrières dans la capitale le 10 juillet, la Grande Peur paysanne à la fin juillet et les journées d'octobre proprement politiques. On aura donc du mal à souscrire à la vue réaffirmée par J.P. Poussou (Vergé-Franceschi) selon laquelle les coups décisifs contre le gouvernement royal ont été portés par des assemblées, les Parlements en 1787, les états généraux en 1789. Sans l'intervention des foules, le coup de force préparé par la cour au début juillet aurait au moins réussi à court terme et les manifestants de l'été visent déjà davantage que la structure d'État absolutiste. En réalité, n'y a-t-il pas un lien dialectique entre l'action parlementaire, encore lente et mesurée, et les rassemblements populaires dans les rues beaucoup plus décidés ?